



## La face noire de la mondialisation

par Xavier Raufer, criminologue.

Le Nouvel Economiste 3 juin 2010

# Ruineuse et désastreuse

## La "politique de la ville" menée depuis trente ans peut difficilement être qualifiée de succès...

C'est une affaire qui revient cycliquement, comme les étés pourris. Tous les deux ou trois ans depuis près de quatre décennies, le gouvernement du moment "repense la politique de la ville". Tout récemment le Premier ministre, M. François Fillon, s'y est mis lors de l'installation du nouveau "Conseil national des villes" - oh, sans grand enthousiasme, puisqu'il a juste souhaité "être en mesure de présenter un projet de loi en 2011".

Or si rien ne change fondamentalement, si la loi de 2011 se borne à prolonger des courbes en fait tracées depuis le début de la décennie 1980 et jamais reprises depuis lors, la "politique de la ville" sera demain ce qu'elle est depuis maintenant 30 ans : un ruineux et inutile cauchemar.

Cela - de façon certes prudente - c'est *Le Monde* qui l'affirme ("Repenser la politique de la ville", 9/02/2010). Tournée en termes choisis, la condamnation du quotidien est quand même sévère : il constate des "résultats plutôt décevants"; les opérations d'urbanisme (mixité sociale - reconstruction - réhabilitation) "n'entament que très partiellement la logique de ghetto qu'elles sont censées défaire".

### Apartheid communautaire, chômage, insécurité

Plus grave encore, on voit désormais une "fine segmentation interne des quartiers d'habitat social", formule "politiquement correcte" qui, après décodage, signifie que, suite à une homogénéisation

*Si rien ne change fondamentalement, la "politique de la ville" sera demain ce qu'elle est depuis maintenant 30 ans : un ruineux et inutile cauchemar*

ethnique progressive, un apartheid communautaire interne divise toujours plus les communautés immigrées (licites ou illicites) habitant les "quartiers sensibles".

On le voit : cette évolution - en réalité, le pur et simple contraire

*Suite à une homogénéisation ethnique progressive, un apartheid communautaire interne divise toujours plus les communautés immigrées*

de ce que prône depuis trente ans la "politique de la ville" - peut difficilement être qualifiée de succès.

Ajoutons à cela que, dans l'ensemble des quartiers concernés par la "politique de la ville" (8,3 millions d'habitants, 13% environ de la population française), le chômage reste imperturbablement le double de celui du pays - 40% de sans-emploi chez les moins de 26 ans.

Pire encore, l'insécurité : depuis trente ans, sans trêve ni rémis-

sion, elle ne fait qu'empirer dans ces "quartiers sensibles" : toujours plus de bandes armées, trafics de stupéfiants à ciel ouvert, sanglants règlements de comptes entre bandits, tirs à l'arme de guerre sur des policiers.

Au total, on constate ainsi une totale absence de progrès sur l'objet même de la "politique de la ville" qui vise à l'origine à doter les fameux "quartiers sensibles" de la paix sociale, du niveau de vie et d'emploi, et bien sûr de sécurité, qui, le plus souvent, règnent partout ailleurs en France.

Cet échec est-il un stupéfiant scoop ? Un coup de tonnerre dans un ciel bleu ? Non : voici déjà 13 ans (le 11 décembre 1997) *Libération* titrait "Impuissance, découragement, épuisement" un article féroce sur la "politique de la ville" : "on a beaucoup fait pour

*Voici près de quarante ans, les "zones sensibles" ont vu s'abattre sur elles un bombardement de plans, pactes et programmes tous désignés par une soupe d'alphabet de sigles abscons*

les banlieues, mais rien n'y a fait", soulignait *Libé* qui enchaînait les flèches cruelles comme "tonneau des Danaïdes... cautère sur une jambe de bois... usine à gaz".

Or 13 ans après, absolument rien n'a changé. La lourdeur, le byzantinisme sont pires encore qu'en 1973, lorsque Pierre Messmer fonda l'ancêtre de la "politique de la ville" sous le nom de "Habitat et vie sociale".

Depuis lors, voici près de quarante ans, les "zones sensibles" ont vu s'abattre sur elles un bombardement de plans, pactes et programmes tous désignés par une soupe d'alphabet de sigles abscons : HVS, DSQ, DIV, LOV, DSU, GPU, ZFU, GPV, CUCS, CIV, CNV, ACSE et on en passe ; tous leurs rapports, projets et documents s'exprimant en un indéchiffrable jargon : "Les ZUS com-

*Elle a coûté quelque 50 Mds d'euros de 1989 à 2002 - et de 2003 à 2012, le plan Borloo lui consacra encore quelque 40 Mds supplémentaires*

prennent les ZRU qui elles-mêmes englobent les ZFU", etc.

A les lire de près, on constate que tous ces plans, pactes et programmes reprennent, sans y changer un iota, toute la doctrine, la méthode et les objectifs du premier d'entre eux, le Plan Bonne-maison (décembre 1982). A l'époque (sous la "gauche") c'était : rénovation de l'habitat, ingénierie sociale d'inspiration progressiste ; aujourd'hui (sous la "droite") c'est : "mixité de l'habitat par la rénovation urbaine" et récitation du mantra sur l'exclusion et la diversité : bonnet rose et rose bonnet.

Désastreuse, la "politique de la ville" est plus ruineuse encore qu'à

son origine : selon les chiffres, tous officiels, donnés ici, elle a coûté quelque 50 milliards d'euros de 1989 à 2002 - et de 2003 à 2012, le plan Borloo lui consacra encore quelque 40 milliards supplémentaires.

### Mais au fait, où va cet argent ?

Nul ne semble vraiment en mesure de le dire. Dès 1998, *Le Monde* (24 février) mentionne, dans le système de la "politique de la ville", une "grave dérive des fonds destinés à la lutte contre la toxico-

*La Cour des comptes souligne que de massives subventions sont diffusées à l'aveuglette à 15 000 associations et dénonce une "machine sans compteur"*

manie" (5 milliards de francs en 1997) ; déjà, "aucune structure ne contrôle ni ne coordonne l'évolution des crédits".

En 2002 ensuite, la Cour des comptes souligne que de massives subventions sont diffusées à l'aveuglette à 15 000 associations dont souvent on ignore tout - dans une telle absence de contrôle que la Cour des comptes, peu portée à l'hyperbole, dénonce une "machine sans compteur".

8 ans plus tard, même mystère. Le dernier rapport de l'"Observatoire national des zones urbaines sensibles" fournit, en 270 pages, une infinité de tableaux, cartes et chiffres mais ne dit rien du coût global de la "politique de la ville". On suppose cependant que les milliards d'euros servent à amadouer des émeutiers ou des racketteurs.

Entre 1982 et 2010 rien n'a donc changé. On en est à 20 ministres

*Erreur originelle et fondamentale à la fois, croire que la criminalité galopante des "quartiers sensibles" a pour origine le cocktail dégradation de l'habitat - misère sociale*

et secrétaires d'Etat en 20 ans, de discrets hauts fonctionnaires en exubérants matamores politiques. Le carburant de la machine est toujours le même mélange d'idéologie + bureaucratie. Fumeux comme d'usage, de "nouveaux" projets veulent "se réapproprier l'espace commun", aimable tournure signifiant, en termes clairs, qu'on espère un jour reconquérir une voie publique aujourd'hui livrée aux bandits...

### Mais alors, où est l'erreur ?

Il y en a une en effet, originelle et fondamentale à la fois : croire que la criminalité galopante des "quartiers sensibles" a pour origine le cocktail dégradation de l'habitat - misère sociale. Or bien sûr, s'il est souhaitable que tous les résidents des banlieues françaises soient agréablement logés et gagnent bien leur vie, la réalisation optimale de ce noble objectif ne ferait en rien disparaître, ni même baisser, la criminalité. Cela les criminologues le savent et peuvent le prouver - mais les maîtres de la "politique de la ville" n'ont cure de leurs avis. Ils préfèrent écouter des "sociologues critiques" qui passent leur temps à se citer les uns les autres et évitent le terrain, la rue, comme la peste. Le résultat, on l'a vu. Qu'on persévère dans l'aveuglement, et ce sera bientôt pire encore.